

**Cinquantenaire de l'Ecole Nationale
d'Administration et de Magistrature(ENAM)**

Conférence – Débat

**L'Administration publique Camerounaise
face aux défis de la modernité.**

Yaoundé, 02 Décembre 2009

Par

Monsieur le Professeur TOUNA MAMA

Membre de l'Académie des Sciences du Cameroun

L'Administration publique Camerounaise face aux défis de la modernité

Par

Monsieur le Professeur TOUNA MAMA

En 1993, le gouvernement du Canada s'est engagé à ramener son déficit de 5,9 % à 3 % du PIB en trois ans. Au début de 1994, le gouvernement a annoncé que cet objectif de réduction du déficit public serait réalisé notamment par la réduction des dépenses, rendue possible par une revue des dépenses de tous les ministères.

Chaque ministère a donc évalué ses dépenses et ses programmes, en se basant sur une série de six (6) critères, dont trois (3) semblent pouvoir éclairer particulièrement mon propos de cet après-midi.

1°- l'intérêt public : l'activité ou le programme sert-il l'intérêt public ? Sinon il est abandonné.

2°- l'efficience : Comment peut-on améliorer l'efficience de l'activité ou du programme ?

3°- la capacité financière : Peut-on assumer financièrement l'ensemble des programmes et des activités qui en résultera ? Si ce n'est pas le cas, que devrait-on abandonner ?

Le gouvernement canadien voulait ainsi atteindre ses objectifs par la modernisation de son administration. Et moderniser signifiait, entre autres :

- affecter les ressources aux programmes prioritaires et réduire les moyens pour les autres.
- tirer des revenus de certaines activités, dans la mesure du souhaitable et du possible, et augmenter la facturation de certains services gouvernementaux, **mais surtout**
- adopter une approche centrée sur les citoyens et l'efficacité du service.

En modernisant son administration, le gouvernement canadien a ainsi obtenu son premier excédent budgétaire en 1997, devançant d'un an les prévisions. En 1998, la dette publique qui était de 70 % du PIB en 1994 est passée à 65 %, les dépenses consacrées aux programmes avaient été réduites de 16 milliards de dollars canadiens, et représentaient le plus faible pourcentage du PIB en 50 ans, soit 12 %, et le nombre de fonctionnaires fut réduit de 16 %, soit 60 000 emplois supprimés ; **et cela, sans conflit social ni dégradation du service.**

Lorsque le Premier Ministre français lance le 10 juillet 2007 la révision générale des politiques publiques, son objectif est de réévaluer le fonctionnement de l'Etat ou plutôt le coût et la qualité de ses services, c'est-à-dire, en somme, moderniser l'administration.

Dans son Editorial de Cameroon Tribune d'aujourd'hui, Marie-Claire NNANA pose la question de savoir : Pourquoi l'administration est-elle si peu visionnaire, si procédurière, si peu performante, si inapte au changement en profondeur ?

En posant cette question, le Directeur Général de Cameroon Tribune rentre de plain-pied dans le thème

que le Directeur Général de l'ENAM a soumis à notre réflexion, à l'occasion du cinquantième de son institution.

L'administration publique camerounaise face aux défis de la modernité.

Il y a au moins deux manières de traiter de ce thème :

1°- L'administration publique camerounaise peut-elle faire face aux défis de la modernité ?

2°- Comment l'administration publique camerounaise peut faire face aux défis de la modernité ?

Pour des raisons évidentes, j'ai choisi la deuxième voie.

Comment l'administration publique camerounaise peut faire face aux défis de la modernité ?

Faire face aux défis de la modernité, c'est non seulement maîtriser les outils de la modernité, mais aussi pouvoir satisfaire aux exigences de la modernité.

I—L'administration publique camerounaise et la maîtrise des outils de la modernité

1. L'Administration publique Camerounaise dispose-t-elle des outils de la modernité ?

- Traiter les dossiers (utilisation de l'informatique (ordinateurs) et de l'internet ;
- Conserver (archiver) les dossiers (scanner, numérisation...).

2. Les agents de l'administration (fonctionnaires et agents de l'Etat) ont-ils les compétences techniques

(les savoirs et les habiletés) pour utiliser les outils de la modernité, notamment l'informatique et internet ? Cela renvoie aux curricula de formation (formation initiale et formation permanente).

II–L'administration publique Camerounaise et les exigences des temps modernes

Les exigences des temps modernes sont notamment les exigences de performance et de démocratie.

1. L'administration publique camerounaise et l'exigence de performance

Comment rendre l'administration publique camerounaise plus performante, c'est-à-dire plus à même de fournir des services publics efficaces au moindre coût ? Comment l'amener à réduire significativement les lenteurs, les tracasseries et la bureaucratie ?

Comment instaurer la culture de la gestion axée sur les résultats ?

Cela renvoie à la nécessité de définir de nouvelles règles d'organisation et de fonctionnement de l'administration, y compris des plans de carrière, des critères de promotion et du système d'incitation et de sanctions.

2. L'administration publique camerounaise et l'exigence de démocratie

Une autre exigence des temps modernes est l'exigence de rendre compte.

Une administration moderne est une administration comptable de ses actes qui ne doivent pas être arbitraires et qui doivent servir l'intérêt général.

Pour être moderne, l'administration publique camerounaise doit développer la culture de l'Etat de droit.

Conclusion

Au total, pour répondre à la question *Comment l'administration publique Camerounaise peut faire face aux défis de la modernité*, je dirais en maîtrisant les outils de la modernité que sont entre autres l'informatique et Internet ; mais surtout en se conformant aux exigences de la modernité, notamment l'exigence de performance et l'exigence de bonne gouvernance.

C'est à ce prix, je crois, que l'administration publique camerounaise serait plus à même d'adopter les méthodes appropriées pour atteindre des objectifs bien définis.

C'est à ce prix que l'administration publique camerounaise pourra plus facilement opérationnaliser une vision, comme celle du Cameroun 2035.

Je vous remercie de votre attention.